



TONY BLAIR
INSTITUTE
FOR GLOBAL
CHANGE

COVID-19 : guide des infrastructures pour l'Afrique

Avril 2020





Les répercussions du COVID-19 sur les infrastructures essentielles liées au transport, aux télécoms, à l'eau et à l'électricité peuvent être réparties en 3 phases

Conséquences du COVID-19 sur les infrastructures

1

Mesures de soutien

- Pour répondre à la crise, il sera vital d'assurer les services de télécoms et de transport, et la provision en électricité et en eau.
- Les fournisseurs de services peuvent également étendre leur activité habituelle afin de soutenir les efforts mis en œuvre pour répondre à la crise, par exemple en fournissant de l'énergie et de l'eau aux établissements de santé situés en zone rurale.

2

Paiement des infrastructures et des services

- L'espace fiscal est précieux lorsqu'il devient nécessaire de donner la priorité aux actions sanitaires et économiques.
- Faire appel à des prêteurs (particulièrement les IFD) pour l'allègement de la dette et obtenir des conseils juridiques pour minimiser l'exposition financière du gouvernement liée aux retards de projets ou à l'incapacité opérationnelle.

3

Accompagnement de la reprise

- Le COVID-19 étant un événement géopolitique majeur, les plans d'investissement devront être revus car des éléments clés pourraient être modifiés, tels que :
 - Projections de croissance
 - Disponibilité des moyens financiers
 - Modification des priorités nationales et internationales
 - Prix du carburant dans le monde



1) Mesures de soutien : assurer le fonctionnement continu des services essentiels pendant la crise

A

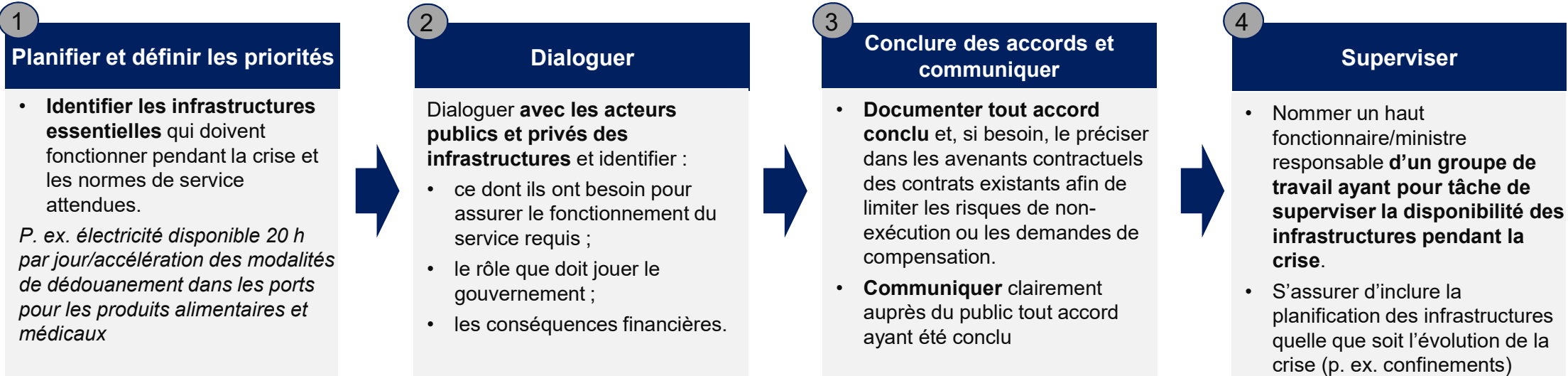
Principaux éléments à prendre en compte pour le maintien des services essentiels

	Transport	Électricité	Télécoms	Eau
Identifier les travailleurs essentiels sur le terrain et mettre en place de protocoles leur permettant de travailler en toute sécurité.	✓	✓	✓	✓
S'approvisionner en carburant et en produits essentiels en quantités suffisantes pour assurer le fonctionnement et le maintien des systèmes en cas de retard des chaînes d'approvisionnement mondiales	Comprend l'analyse des réserves stratégiques de carburant		✓	✓
Maintenir les voies principales d'approvisionnement ouvertes, y compris les ports/aéroports , et accélérer le traitement des marchandises essentielles (y compris les contrôles douaniers)	✓			

B

Définir les priorités de façon systématique, dialoguer avec les acteurs publics et privés et superviser

La gestion des infrastructures pendant la crise implique la participation d'acteurs publics et privés, et requiert une approche systématique de la coordination.





1) Mesures de soutien : transport et télécoms

Bus et moyens de transport urbains

Le bus est le moyen de transport dominant dans la plupart des villes africaines ; les services essentiels seront maintenus pendant la crise. Cependant, le bus étant également un lieu favorisant le contact physique, des mesures devront être mises en place.

Favoriser l'utilisation du bus

Réduire les déplacements non essentiels et renforcer les mesures de distanciation à la fois à l'intérieur du bus et dans les zones d'attente du bus. Penser à donner la priorité aux bus utilisés par les individus directement impliqués dans les actions de réponse données à la crise.

Restreindre les lignes

Restreindre les lignes menant à des lieux dans lesquels une grande concentration d'individus peut se rassembler sans pouvoir réellement appliquer les mesures de distanciation sociale.

Simplifier les livraisons

Aider à minimiser les déplacements en favorisant les livraisons à domicile : assouplissement des mesures pour les espaces de stationnement permettant la livraison et la collecte, et pour les entreprises autorisées à effectuer des livraisons.

 Le Ghana offre 3 mois de transports gratuits aux travailleurs essentiels des villes.

 Le Mozambique a imposé une capacité maximale de passagers dans les bus et envisage de créer un fonds de transport destiné à couvrir les pertes des opérateurs.

Communication et paiements mobiles

Environ 50 % des foyers africains disposent d'un téléphone mobile, élément pouvant jouer un rôle fondamental à la fois en tant que moyen de communication et de paiement pendant la crise.

Paiements mobiles


Encourager les paiements mobiles en les désignant comme outil de préférence pour les paiements gouvernementaux et en réduisant les frais de transaction. Cela permettra de réduire les déplacements et la manipulation d'espèces.


Envoi de SMS pour les communications du gouvernement

Utiliser les téléphones portables pour délivrer des messages du gouvernement comme ceux ayant trait au confinement, à l'accès aux denrées alimentaires ou à toute autre aide gouvernementale.

Interroger les foyers

Les enquêtes mobiles concernant la santé physique et financière des foyers peut fournir des informations essentielles permettant de guider les actions sanitaires et économiques à entreprendre.

 Le Ghana et le Rwanda ont annulé les frais liés aux transactions réalisées par mobile.

 En Sierra Leone, la Banque mondiale a souvent interrogé les ménages par SMS pendant l'épidémie d'Ebola.



1) Mesures de soutien : accès à l'énergie et à l'eau

Accès à l'énergie

L'accès à l'énergie sera toujours vital pour les foyers et les établissements médicaux : il faut donc prendre en compte les combustibles de cuisine, un prix abordable pour l'électricité et une connexion rapide pour les établissements de santé.

Accès aux combustibles cuisine

- 90 % des Africains dépendent du bois ou du charbon pour cuisiner. Il faut donc s'assurer que le bois puisse être ramassé et que les chaînes d'approvisionnement du charbon restent opérationnelles.

Favoriser des prix abordables pour l'électricité

- La capacité des ménages à payer l'électricité va devenir problématique au moment même où il va être demandé à ces derniers de rester chez eux. Des subventions ciblées pourraient être envisagées (pour les solutions sur et hors réseaux).

Déploiement de solutions énergétiques hors réseaux

- Des solutions autonomes (solaires et diesel) peuvent être rapidement déployées dans les lieux nécessitant un approvisionnement énergétique d'urgence comme les centres de santé et les hôpitaux (afin de garantir le fonctionnement des systèmes d'éclairage et de refroidissement : p. ex. sang/vaccins)



Le Ghana et la Guinée fournissent de l'électricité gratuitement dans la limite d'une certaine somme pour tous les foyers.



25 millions de dollars ont été alloués au paiement des factures d'électricité des ménages les plus pauvres pendant deux mois.

Accès à l'eau

En Afrique subsaharienne, 42 % de la population ne possèdent pas de structure basique d'approvisionnement en eau et 72 % n'ont pas de structure d'assainissement élémentaire. Assurer l'accès à l'eau potable pendant la crise sera un enjeu essentiel.

Pour les foyers

- Mobiliser des camions-citernes si besoin afin de d'approvisionner les foyers/communautés.
- Dans les zones rurales, il est également possible de distribuer des kits de désinfection et des conteneurs individuels de stockage de l'eau pour permettre aux foyers d'assainir l'eau des rivières et l'eau de pluie.

Pour les hôpitaux et les établissements de santé

- Fournir des réserves d'eau d'appoint par le biais de réservoirs de stockage mobiles (citernes souples) ou de bidons d'eau avec pompe manuelle faciles d'accès.
- Si l'approvisionnement en eau s'avère compliqué, il est conseillé de privilégier les produits dont l'utilisation ne nécessite pas d'eau comme les désinfectants pour les mains.



Afrique du Sud : distribution de réservoirs d'eau dans les zones rurales



Ghana : gratuité de l'eau pendant 3 mois en privilégiant les plus vulnérables



Togo : gratuité de l'eau provenant des colonnes d'alimentation publiques pendant 2 mois



2) Paiement des infrastructures et des services : fournir des subventions, assurer l'allègement de la dette et atténuer l'exposition aux risques juridiques et financiers

Compenser la diminution des revenus par la réduction des coûts

Les gouvernements peuvent avoir besoin de dépenser davantage dans les infrastructures. Il est probable que les revenus des services publics issus de l'énergie, du transport et de l'eau diminuent en raison de la baisse de la demande et de la capacité de paiement des clients. Cependant, leurs coûts vont rester sensiblement les mêmes. Il est donc nécessaire de cibler les subventions et de poursuivre la politique de réduction des coûts par le biais d'un allègement de la dette.

Envisager les subventions ciblées

Les gouvernements peuvent décider de subventionner des clients spécifiques (p. ex. baisse du coût de l'énergie pour les foyers en quarantaine ou gratuité de l'énergie et de l'eau pour les établissements de santé) ou des mesures spécifiques (p. ex. désinfectant pour les transports publics). Ces subventions devront, à un certain point, être réglées par les gouvernements, il est donc important de :

- les comparer à d'autres priorités telles que les fournitures médicales ;
- les cibler (les subventions généralisées sont souvent régressives, elles bénéficient aux foyers les plus riches qui consomment davantage).

Faire appel à des partenaires internationaux dans le cadre de l'allègement de la dette afin d'atténuer le déficit financier

Faire appel aux organismes de développement (particulièrement les IFD) concernant la suspension potentielle des demandes de remboursement pendant la crise en raison de la diminution de la demande et du besoin de canaliser les ressources financières pour faire face à la crise.

La portée de ces demandes doit inclure les prêts accordés directement au gouvernement ou aux services publics et les prêts accordés aux investissements/opérateurs privés qui les transmettent ensuite au gouvernement.

Minimiser l'exposition juridique et financière du gouvernement aux perturbations des opérations et du développement de projet.



Les travaux étant arrêtés ou ralentis en raison de la crise, les infrastructures en développement seront certainement retardées. Cette conséquence aura un prix et **le gouvernement devra se faire conseiller au niveau juridique avant de faire appel à des investisseurs ou à des entrepreneurs afin de s'assurer que ces retards n'entraîneront pas de passif financier démesuré pour le gouvernement.**

Il sera également judicieux de se faire conseiller au niveau juridique en cas de modification des conditions dans lesquelles les fournisseurs d'infrastructures privés opéreront.



3) Favoriser la reprise : se préparer à la re-planification

Les plans d'investissement dans les infrastructures devront être réexaminés car le monde tel que nous le connaissons aura changé. L'incapacité à s'adapter peut mener à décider d'investissements inefficaces ou à poursuivre des plans ne pouvant être financés ou délivrés.

Vecteurs d'incertitude



La **demande** auprès des services publics sera probablement modifiée en fonction des perspectives économiques.



La **disponibilité financière** des marchés internationaux, des IFD et des prêteurs bilatéraux (p. ex. la Chine) pour les investissements dans les infrastructures pourrait changer.



La modification **des prix des marchandises** pourrait avoir des conséquences sur les décisions liées aux investissements comme le besoin d'infrastructure pour garantir les exportations ainsi que la réduction de l'espace fiscal dont les gouvernements disposent pour subventionner les infrastructures.









Les projets **en cours ou prévus** pourraient ne pas voir le jour car les moyens financiers vont être redirigés.



Les **priorités des gouvernements**, qu'elles soient nationales ou internationales, et des institutions intergouvernementales pourraient évoluer.



Ressources

<u>Section</u>	<u>Organisation</u>		<u>Lien/contact</u>
Eau		Le CDC (Centre for Disease Control) fournit des conseils aux hôpitaux et aux établissements de santé concernant l'approvisionnement en eau.	Guide du CDC
Électricité		SE4ALL est une initiative lancée par les Nations unies qui permet de coordonner le soutien des donateurs dans des domaines tels que la décentralisation électrique dans le cadre de la santé et des combustibles.	Informations liées aux énergies et à la santé
Transport		National Association of City Transport Officials – Recommandations sur le transport urbain pendant la crise UNECE – Informations liées aux mesures de passage des frontières Transformative Urban Mobility Initiative – Guide destiné à combattre le coronavirus dans les transports	
Mobile et paiements mobiles		Contactez les opérateurs de téléphonie ou de paiements mobiles nationaux	Article de McKinsey sur les paiements mobiles
Assistance juridique		L'initiative International Senior Lawyers Programme propose une aide gratuite aux pays émergents (par exemple pour les problèmes de retard dans les projets)	Site Web de l'ISLP
Allègement de la dette		Dialoguer avec des prêteurs multilatéraux et bilatéraux ; à la fois pour les investissements gouvernementaux et privés, dont les gouvernements sont finalement responsables.	Conformément aux engagements pris par la Banque mondiale et le G20